



LA CGT : SYNDICAT DE
LUTTE DEPUIS 1895 !



SEPTEMBRE
2024

"LA LIBERTÉ D'OPINION EST UNE FARCE SI L'INFORMATION
SUR LES FAITS N'EST PAS GARANTIE ET SI CE NE SONT PAS
LES FAITS EUX-MÊMES QUI FONT L'OBJET DU DÉBAT "

HANNAH ARENDT

Quand la DGFIP se satisfait du moins disant !

C'est la rentrée... et la Direction Générale tient à repartir sur des pensées positives... il faut garder l'esprit olympique a dit le nouveau premier ministre. (voir [sur notre site](#))

Un comité d'action populaire local aubois est créé !

A l'appel d'authentiques militants et citoyens, conscients du désastre et du cirque des partis politiques mais soucieux de ne pas baisser les bras et de s'organiser, un comité local est créé (voir [sur notre site](#))

1^{ER} OCTOBRE
DANS L'AUBE
13:30
PRÉFECTURE
(voir [sur notre site](#))

Rien à attendre de Barnier : se rassembler et lutter sans concession contre l'offensive du capital.

Cinquante-neuf jours après les résultats du second tour des élections législatives, les noms des successeurs pressentis à la succession de Gabriel Attal ont fleuri. On a eu droit à un gouvernement dirigé par le LR Xavier Bertrand ou à un gouvernement conduit par l'ancien socialiste Bernard Cazeneuve et c'est... Michel Barnier, un homme de droite, très intégré à l'appareil dirigeant de l'Union Européenne et macroniste qui a été choisi par Emmanuel Macron loin des préoccupations des travailleuses et des travailleurs du rejet de la politique de Macron exprimé par les urnes le 7 juillet 2024.

La suite [sur notre site](#)

À quoi servent la droite plurielle et leur complice du RN ?

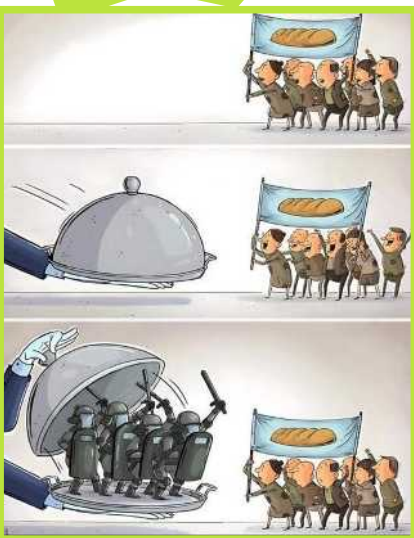
L'entente entre le MEDEF et le pouvoir politique est parfaite. Le président du Medef Patrick Martin s'est dit mardi rassuré par la nomination du "très pondéré" et "très expérimenté" Michel Barnier comme Premier ministre.

La suite [sur notre site](#)

Ménagère !



Les hordes russes
veulent voler ta
machine à laver !



Partis : vraiment au service de la population ?

Il n'y a pas vraiment de solution par les élections dans le monde capitaliste. Rien d'essentiel ne change. Seule la lutte a pu faire bouger les choses. Mais quitte à lutter, autant lutter, une fois pour toutes, pour changer ce qui ne va pas dans le système. Abandonnons le vieux moteur à essence capitaliste, qui pollue la planète et enrichit les riches. Il est grand temps de mettre en place, ensemble, démocratiquement, une machine moderne, qui vise l'égalité...

La suite [sur notre site](#)

LE CHIFFRE QUI TUE ...

55

C'est le pourcentage d'offres d'emploi mensongères, illégales ou frauduleuses diffusées par France Travail !



2024 les ministres ont encore des porteurs de parapluie, des ouvriers de portière de voiture 🌂
Et ce, payés par nos impôts...
Et on nous parle d'assistés 😊



La pétition pour la destitution de Macron

Dans le contexte actuel, et alors que Macron bloque comme le constate la presse internationale, le fonctionnement des institutions dont il est le garant, il est nécessaire que les forces vives, progressistes et populaires de la Nation réagissent.

Nous avions déjà mis en ligne dans la lettre d'avril 2023 le lien vers une pétition sur le site de l'assemblée nationale. Plus que jamais il est vital de signer la nouvelle pétition. Andiamo !

Signez la pétition en ligne

COMMÉMORATION DES 20 ANS DU DOUBLE ASSASSINAT DE SAUSSIGNAC

Il y a tout juste 20 ans, Sylvie Trémouille, Contrôleuse du travail, et Daniel Buffière, Responsable du service contrôle de la Mutualité Sociale Agricole, étaient assassinées dans l'exercice de leurs fonctions par un exploitant agricole.

Les salariées particulièrement exposés

Assassiner les agents de contrôle de l'inspection du travail, de la MSA, des Carsat et de la Cramif, des URSSAF, mais aussi les agresser, les menacer, les entraver dans leurs missions, c'est vouloir faire tomber le dernier rempart du droit qui protège les salariées et les syndicalistes de l'arbitraire patronal. Or, la possibilité d'agir de ces corps de contrôle est parfois une question de vie ou de mort pour les salariées, en particulier pour les travailleurs du secteur agricole qui sont particulièrement victimes d'accidents du travail graves et mortels et de maladies professionnelles, sont pourtant invisibilisés dans les sinistres chiffres que nous connaissons, qui font état de **1227 personnes mortes au travail et du fait du travail en 2022 et de 2500 accidents du travail par jour en France.**

Qui a intérêt à affaiblir les missions de contrôle des droits des travailleurs ?

Le contenu du droit du travail, qui protège les salariées, a été affaibli. A force de réformes il a été rendu plus complexe, moins accessible, le code du travail est maintenant rempli d'innombrables dérogations. En plus de l'inversion de la hiérarchie des normes amplifiée par la loi El Khomri et les ordonnances Macron, des réformes plus subtiles telles que celle du "silence vaut accord" depuis 2013, ont vidé de leur substance les missions de contrôle préalable de certains corps de contrôle, dont fait partie l'inspection du travail. C'est le cas notamment des dérogations aux durées maximales de travail dont abuse particulièrement le patronat agricole.

Qui est attaqué ? C'est le cas, par exemple, de Jean-Louis Zylberberg, médecin du travail mis en cause par un dirigeant d'entreprise et condamné par l'ordre des médecins. Pourquoi ? Pour avoir fait son travail.

C'est le cas aussi d'Anthony Smith, inspecteur du travail mis en cause par un dirigeant d'association et sanctionné par le ministère du travail dont nous avons gagné collectivement la réintégration. Pourquoi était-il sanctionné ? Pour avoir fait son travail.

La capitalisme est-il soluble dans la démocratie ?

Le patronat cherche, dans le débat public, à culpabiliser les salariées en inversant la responsabilité en matière de santé au travail. Les débats qui montent chaque année avant le vote du projet de loi de financement de la sécurité sociale sur la légitimité des arrêts de travail en sont des exemples. Ce sont des discours de culpabilisation, qui fustigent celles et ceux qui seraient des "assistés". Ces discours nourrissent la montée des idées d'extrême-droite. Or, nous l'avons constaté après la dissolution, pour une partie du patronat, l'arrivée de l'extrême-droite au pouvoir n'est pas un problème.

L'application du droit du travail par la justice est foulée au pied, car les poursuites et les condamnations d'employeurs ne sont pas une priorité de la chaîne pénale.

Chaque institution qui intervient aujourd'hui dans la prévention de la santé et de la sécurité subit la reprise en main austéritaire de Bercy :

- Alors que les organisations syndicales et patronales ont acté en 2023 la hausse des budgets alloués aux corps de contrôle de la sécurité sociale et à l'INRS, le gouvernement bloque aujourd'hui les budgets et les recrutements.
- Des centaines de sections de contrôle de l'inspection du travail sont laissées vacantes en raison de décisions budgétaires absurdes.

Les premiers éléments catastrophiques sur les futurs projets de budget de l'Etat font état de **3 milliards d'euros de baisse de moyens pour les budgets du travail et de l'emploi.**

A quoi sert l'austérité ? Ce que le gouvernement refuse de verser d'une main aux missions de protection de la santé des salariées, il le reverse de l'autre aux employeurs via des baisses de cotisations sociales ou aux entreprises via des aides publiques financées par nos impôts.



Non à
la guerre
Non à
l'OTAN

PALESTINE



SE SYNDIQUER !

NOM :
PRÉNOM :
MEL :

Nous reprendrons contact avec vous ou cliquez directement sur l'image du cadre

cgt

cgt

VIDEO 1

Gouvernement Barnier : pourquoi il faut s'attendre au pire...
Voir [sur notre site](#)



VIDÉO 2

"Il n'a pas protégé les Français"
Le Maire quitte Bercy : Thomas Porcher dézingue son bilan
Voir [sur notre site](#)

VIDEO 3

Gouvernement : de la droite moisie aux macronistes rassis, le syndicat des perdants
Voir [sur notre site](#)

VIDEO 4

Gouvernement Barnier : le coup d'état des perdants ?
Voir [sur notre site](#)



Le dés-« ordre » euro-atlantique TUE

Plus de quatre décennies d'un pseudo « ordre » qui laisse la « délinquance en col blanc », le grand banditisme et les crimes capitalistes prospérer à grande échelle, ouvrant la porte à cette délinquance et cette criminalité quotidiennes qui tuent les travailleurs.
Une excellente analyse de nos camarades du PRCF

La suite sur [notre site](#)

MACRONISME



LE 2ème CHIFFRE QUI TUE ...

28,5 millions

Les frais représentent les coûts de licenciements des collaborateurs des 133 députés qui n'ont pas été réélus (23,5 millions), auxquels s'ajoutent 1,9 million d'euros pour financer l'allocation d'aide au retour à l'emploi des députés non réélus et des dépenses complémentaires



LE 3ème CHIFFRE QUI TUE ..

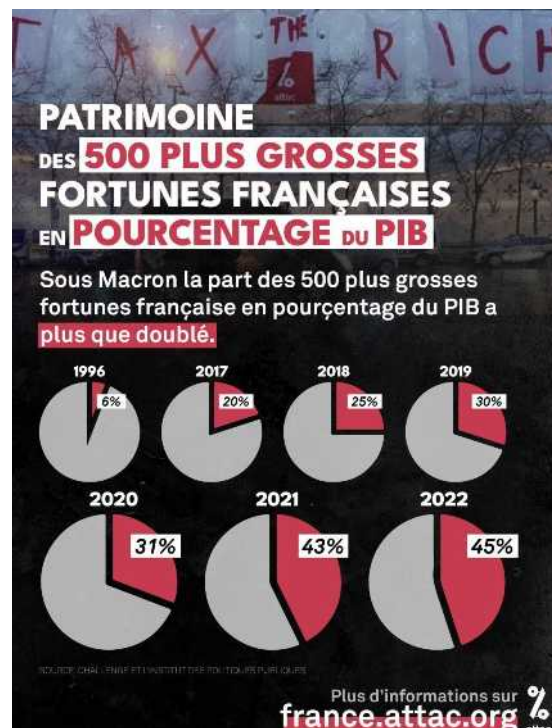
62

C'est le pourcentage de Français touchés par la PAUVRETÉ selon le [baromètre annuel du Secours Populaire!](#)

Oxfam appelle à taxer les super héritages des super riches

Dans un rapport publié mardi, Oxfam France dénonce "une minorité de super-héritiers insuffisamment taxés". Dans les 30 prochaines années, 25 milliardaires français transmettront à leurs héritiers plus de 460 milliards d'euros de super-héritages. Ce sont pas moins de 160 milliards d'euros qui échapperont à la taxe et donc à l'Etat, en raison des niches fiscales existantes, rien qu'en prenant en compte la fortune actuelle des 25 milliardaires français de plus de 70 ans. Oxfam France rappelle qu'un héritage de 13 millions d'euros est censé être taxé à un taux marginal de 45%. Mais selon l'association, 0,1% de super-héritiers ne s'acquittent en moyenne que de 10% de droits de succession. Oxfam préconise de mettre en place un barème plus progressif qui cible les super-héritages afin de créer de nouvelles recettes pour l'Etat.

La dette ?
aucune idée...
moi j'écris des livres porno



Anti-ouvrier, le gouvernement Barnier est faible et minoritaire

Après deux mois de négociations et d'équilibrisme interne au bloc bourgeois, la droite et la Macronie se sont partagé le gâteau gouvernemental. Un même mot d'ordre résonne de l'Elysée à Beauvau en passant par Bercy et Matignon : l'ordre, l'ordre, l'ordre.

La suite sur notre site



LA CGT FINANCES PUBLIQUES 10 IGNORÉE ?

Deux fois déjà que la direction n'invite pas notre section à l'accueil des nouveaux arrivants. Malgré 3 messages nous n'avons reçu AUCUNE réponse ou justificatif. Sûrement la conception néo-ultra-libérale du syndicalisme.

Appel de la CGT à voter « NFP » : de quelle politique avons-nous besoin ?

Cela faisait des décennies que la CGT n'avait pas appelé explicitement à voter une liste de gauche au premier tour d'une élection. Une décision qui doit permettre d'ouvrir une discussion stratégique au sein du syndicat sur le positionnement « politique » à adopter dans la période à venir.

Au fait, que disait Bruno Jemaire ?

la Russie paye 44% de ses importations en roubles

36% de ses importations sont réglées en monnaies de pays amis et seulement 20% avec des devises "toxiques", ressort-il des chiffres de la Banque centrale russe analysés par Sputnik.

Ce résultat est dû à la hausse de la part du rouble dans les transactions avec:

l'Afrique, où elle a atteint 76% (contre 54% en juin), l'Asie, avec 40%, les Caraïbes, avec 22%.

Côté export, le rouble est utilisé dans:

99% des transactions avec les Caraïbes,

81% des paiements avec l'Océanie,

80% des opérations avec l'Afrique,

66% des transactions avec l'Europe.

Depuis plus de deux ans, Russie réoriente ses échanges commerciaux vers le rouble et les monnaies des pays amis. Cet effort a détrôné le dollar et l'euro qui étaient les principales devises utilisées dans les transactions avant février 2022.

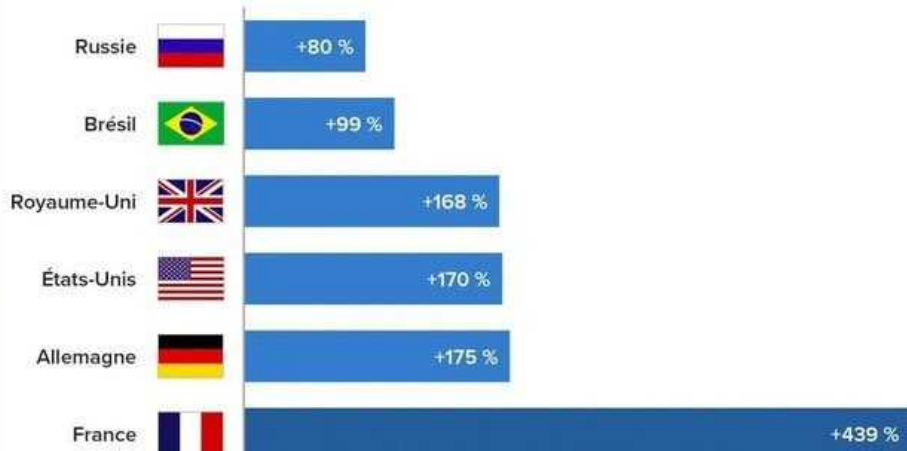
CGT - Medef à l'Huma : un « débat » pour promouvoir le dialogue avec le patronat

La fête de l'Huma organisait ce dimanche un débat entre Sophie Binet et le président du MEDEF Patrick Martin. Une échéance qui n'avait rien d'anodin : face à la profonde crise politique et à la faible légitimité du futur gouvernement, la mise en scène du dialogue social visait à présenter le paritarisme et la négociation comme solution à l'instabilité actuelle.

La suite sur notre site

ÉLUCID Augmentation du patrimoine des milliardaires entre 2009 et 2020

Source : UBS-PwC (2020)



Bergé a conclu un accord secret avec le lobby des crèches privées alors qu'elle était ministre des Familles

Après avoir révélé le scandale des Ehpad dans son livre enquête « Les Fossoyeurs » et déclenché l'affaire Orpée, Victor Castanet publie « Les Ogres », une nouvelle enquête accablante sur la rentabilité à tout prix dans le secteur des crèches privées. Il accuse au passage l'ancienne ministre de la Famille, Aurélie Bergé, d'accords secrets avec la Fédération des entreprises de crèche.

La France insoumise a demandé en novembre 2023 une commission d'enquête après plusieurs scandales dans les crèches privées et la parution d'un rapport alarmant de l'Inspection générale des affaires sociales (Igas). Le rapport final avait fait état d'un système "à bout de souffle". Mais Mathilde Panot, présidente du groupe LFI a déclaré : "Aurélien Bergé a commis un parjure" et a accusé cette dernière d'avoir entravé la tenue de la commission parlementaire.

[Lien](#)

Face à un macronisme en crise, que fait la direction de la CGT ?

Alors que la crise bat son plein, la direction de la CGT prépare une rentrée routinière. Séparant le social du politique, la centrale oppose une réponse qui est bien loin du plan de bataille nécessaire pour faire face à la situation que traverse le pays

Michel Barnier : "Je suis à deux doigts de nommer mon gouvernement, j'attends juste que McKinsey m'envoie la liste des ministres."



Imprimé par la section syndicale
CGT finances publiques de l'Aube
UD CGT 10 / 2A boulevard du 1er RAM
10 000 TROYES
www.dgfip.cgt.fr/10
cgt.ddfip10@dgfip.finances.gouv.fr

⚡ Souvenirs ⚡ Souvenirs...

AGILITÉ

INITIATIVE

FLEXIBILITÉ

NOUVELLE GESTION PUBLIQUE

MANAGEMENT PAR OBJECTIF

Discours du Dr Reinhard Höhn promulguant le droit du III^e Reich, à Berlin, en 1936 (de face, à dr., Heinrich Himmler). © SZ Photo/ Scherl/Bridgeman Images

Reinhard Höhn ?

Reinhard Höhn, **officier SS** et juriste de droit public, qui crée en 1956, une école de management pour chefs d'entreprise, le HEC allemand. Né en 1904, il a pu mener une existence tranquille jusqu'à sa mort en 2000 sans avoir à rendre des comptes sur son passé nazi.

Quel est le rapport à l'État des nazis ?

Contrairement à Staline et à Mussolini, **les Nazis sont contre un État Fort**. Ils défendent les libertés germaniques et détestent l'État. La centralisation de l'État jacobin à la française est même un repoussoir.

Si le Bas Empire Romain a dégénéré, c'est à cause des fonctionnaires. Dès 1933, **les nazis créent des agences dans une logique darwinienne**. Les plus fortes vont survivre quand bien même elles sont désorganisées, pillent et gaspillent. Le nazisme se pose en anti-bureaucratie communiste, qui elle veut tout organiser. **Pour les nazis, l'État doit disparaître**. Ils promeuvent les initiatives sans en référer à la hiérarchie.

Que pense et qui est Reinhard Höhn avant 1945 ?

Reinhard Höhn pense que la rigidité administrative, à la française, est propre aux nations mélangées et aux juifs, qui ont par nature besoin d'un exosquelette administratif. Un peuple sain, au sang pur, a un gendarme intérieur et n'a donc pas besoin de l'État.

Ce juriste implacable fait partie d'un groupe d'ambitieux, recruté par les nazis, pour adapter les territoires à l'Empire du III^e Reich. Il a publié 60 livres et connaît très bien l'administration française.

Il pense le management nazi à travers l'histoire militaire prussienne. **Comment faire PLUS avec MOINS d'hommes ?**

- 1) Le travail rend libre (devise d'Auschwitz)
- 2) À chacun son dû (Devise de Buchenwald).

Pour réarmer l'Allemagne, cela ne sert à rien de miser sur la répression: l'échec de l'URSS est là pour rappeler l'inefficacité de la méthode. Il faut au contraire des vacances et des loisirs, comme dans le Front Populaire de 1936, pour susciter l'adhésion des masses ouvrières.

Les multinationales allemandes vont vivre douze ans d'orgie : entre la main d'œuvre gratuite concentrationnaire et les vastes commandes publiques. **Les grandes entreprises allemandes recasent les SS dans leurs bureaux**.

En 1940, Hitler fait figure de grand héros de l'histoire allemand. La population est bien nourrie, a des vacances, est fière de son sang aryen et de ses victoires. Mais avec les premières défaites en 1942, les Allemands se retrouvent pris au piège des nazis.

On recycle en RFA les cadres nazis...

Dès 1947, on passe d'une guerre à l'autre. La guerre froide remplace la Seconde guerre mondiale. Il faut TRANSPOSER la domination militaire en domination économique. **Reinhard Höhn, consultant pour l'armée allemande, crée une école de commerce**. Pour atteindre ses objectifs, il s'inspire encore des réformes de l'armée prussienne. C'est la tactique des **missions** et non des ordres précis venus d'en haut ! **Il faut donc laisser de l'initiative aux employés, quitte à leur faire assumer leur responsabilité en cas d'échec**. Attention, la RDA éradique les dirigeants nazis mais la RFA les place à de hauts postes financiers et économiques.

Dans les années 1970, la jeunesse allemande et les sociaux-démocrates contestent Reinhard Höhn. Mais à sa mort en 2000, à 96 ans, le personnage a conservé ses fidèles, à **commencer par le MEDEF allemand qui le voit un modèle pour l'entreprise et le management**.

Les doctrines managériales sont-elles antihumanistes ?

Le nazisme c'est la modernité. Leur modèle, c'est la société californienne et la société de consommation. Le nazisme révèle des tendances lourdes de la modernité : l'impératif de la croissance, de la consommation et de la production continue.

C'est un **darwinisme Social** où on n'hésite pas à « bousiller l'environnement » et à exploiter le matériau humain pour extraire l'énergie. **Le management, ce sont les principes exacerbés de lutte et de concurrence, comme dans les idéaux nazis**.

Adolf Hitler était paresseux et passait son temps à regarder des films. C'est un dictateur faible, qui n'est que l'instance d'arbitrage en dernier recours. **Il laisse donc les échelons inférieurs « s'entre-tuer » et se concurrencer**.

Les Nazis disent qu'ils veulent détruire l'État et ils le font. Ils veulent le remplacer par des **agences flexibles** à qui l'on assigne un objectif : comme dans le Chili de Pinochet et le modèle des Chicago Boys (Hayek). Les organisations néo-libérales sont par essence antidémocratiques. Les doctrines managériales sont donc antihumanistes par nature.

PAGE SPECIALE MONDE

On ne peut vouloir modérer un État génocidaire tout en le gavant d'armes

Il y a de nombreuses raisons pour lesquelles Gaza a disparu du radar des médias occidentaux depuis des mois, alors même que l'enclave se transforme en une zone de plus en plus meurtrière.

L'une d'entre elles est que, près d'un an après le début de ce que la Cour internationale considère comme un « génocide plausible », dont l'accès a été interdit aux journalistes occidentaux par Israël, pendant qu'il assassinait la plupart des journalistes palestiniens et chassait les organisations d'aide internationale et les Nations unies, il n'y a pratiquement plus personne pour nous expliquer ce qui se passe.

La suite sur notre site



L'OTAN : une option intenable

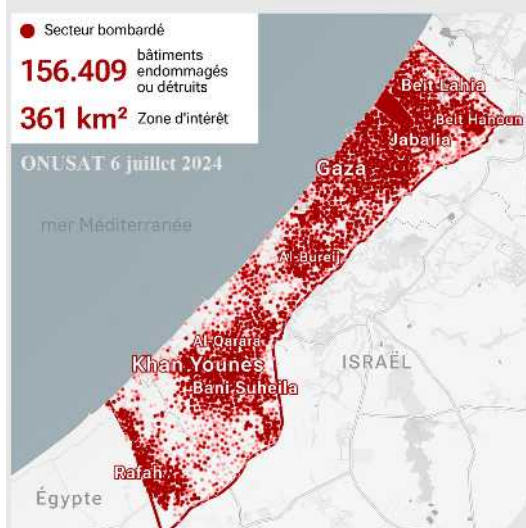
Point de vue intéressant qui vient d'un militant pour la paix et journaliste américain. Comme quoi nous ne sommes pas anti-américain primaire...

L'OTAN n'a pas fait grand-chose lors de son sommet, si ce n'est célébrer et s'engager à continuer dans la même voie.

La suite sur notre site

Bombardements de la bande de Gaza

Israël a largué près de 80.000 tonnes d'explosifs sur la bande Gaza



Frappes et agressions israéliennes au Liban : vers la guerre totale

Israël, toujours engagé dans un siège infructueux à Gaza malgré le massacre à ciel ouvert d'une cité de 2 millions d'habitants sans défense aérienne ou armée régulière depuis presque 12 mois, a entamé depuis une semaine une escalade militaire contre le Hezbollah, puissant parti paramilitaire chiite libanais - considéré par les Etats-Unis et l'Union européenne comme une organisation terroriste - qui avait ouvert début octobre 2023 un « front de soutien » à Gaza.

La suite sur notre site
872 jours

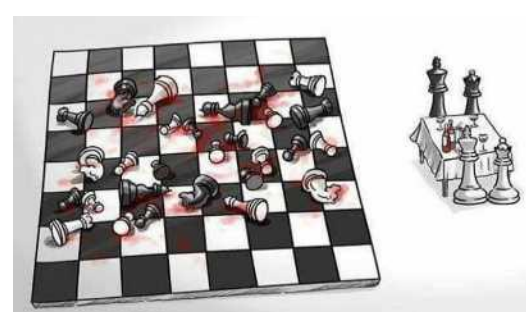
La bataille de Stalingrad, qui a opposé les armées allemandes et soviétiques d'août 1942 à janvier 1943, est considérée comme un tournant de la seconde guerre mondiale. Devenue un symbole, cette bataille est l'un des épisodes les plus marquants de l'histoire militaire du XXe siècle. Ce combat titanesque dans lequel les belligérants ont engagé des moyens considérables se termine par une victoire décisive des soviétiques qui stoppe la progression des armées allemandes en Union soviétique. Revers cinglant pour les puissances de l'axe, elle a constitué pour les Alliés une précieuse victoire psychologique.

Dix jours de terreur: les Palestiniens de Jénine racontent

Par Shatha Hanaysha, journaliste indépendante basée à Jénine.
Après une opération militaire qui s'est soldée par la mort de dizaines de Palestiniens à Jénine et par d'importantes destructions dans les rues et les infrastructures de la ville et du camp les soldats israéliens se sont retirés.

Pendant dix jours, l'armée israélienne a imposé un siège à la ville de Jénine, dans le nord de la Cisjordanie, tuant des dizaines de Palestiniens. Des centaines d'habitants ont été contraints de fuir en brandissant des drapeaux blancs, tandis que d'autres sont restés bloqués chez eux, sans eau ni nourriture.

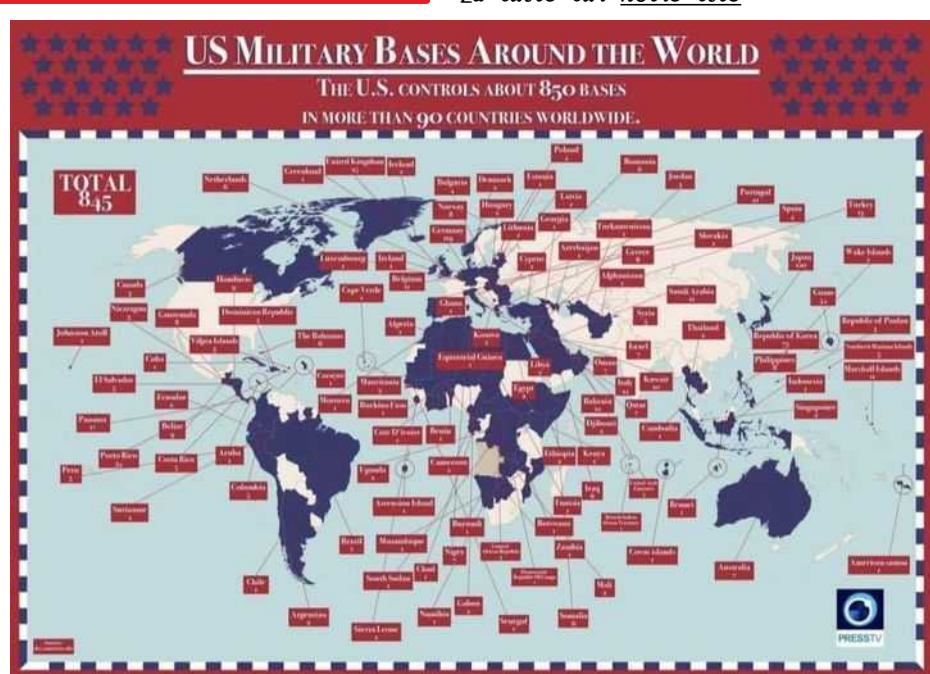
La suite sur notre site



L'OTAN est un danger mortel pour les peuples et la paix

Le renforcement exponentiel du soutien militaire et financier (une nouvelle tranche d'aide à hauteur de 40 milliards d'euros a également été approuvée) s'accompagne également d'une articulation/intégration institutionnelle beaucoup plus forte de l'Ukraine avec l'OTAN.

La suite sur notre site



PAGE SPECIALE

À notre avis...

Imaginez une très très longue série de dominos, posés les uns à côté des autres de telle sorte que si le premier tombe, il entraîne tous les autres dans sa chute.

Imaginez que ces dominos ont fait l'objet d'un véritable culte, d'une « Religion » pour reprendre les mots du texte. Chaque domino a été placé avec une extrême attention et une docte interdiction d'y toucher, voire même de le regarder sous peine d'en altérer l'éclat.

Imaginez que cette série de dominos constitue des barrières, des limites, des oukases, des interdictions, des rites à observer. Qui oserait remettre en question cet édifice ?

Imaginez maintenant que vous vous intéressiez à ces dominos. Vous décidez de regarder cet assemblage, ce système, ces formes. En bon « Citoyen » vous savez **devoir obéir** à la **volonté générale** garante de votre **liberté**. Que remettriez-vous en cause ? Rien, vous détourneriez les yeux sur conseil de ceux qui entretiennent le culte des dominos. Dans l'une des phrases précédents j'ai utilisé les cinq mots qui pourraient être un point d'entrée dans une réflexion critique que chacun devrait pouvoir exercer : Citoyen, devoir, obéir, volonté générale et liberté.

Dans une précédente lettre nous avons recommandé la lecture du très court texte de Simone Weil, véritable opuscule à méditer et à relire régulièrement. La philosophe demandait si nous avions bien lu Rousseau (pas Sandrine évidemment, même si elle apparaît chez certaines comme un génie politique...). Qu'elle avait raison !! Le sous-titre de l'ouvrage du Citoyen genevois est « principes de droit politique ». Loin d'effrayer il doit encourager tout un chacun à exercer sa **véritable liberté**, celle d'un Homme **véritablement libre**.

Si Rousseau rappelle quelques souvenirs chez les lycéens passés par la voie générale, son ouvrage n'est certainement pas ni hermétique ni incompréhensible. Bien au contraire, il guide le lecteur curieux vers un équilibre social souhaitable.

Sa lecture est une véritable gourmandise pour celui qui désespère de la vie politique occidentale gangrenée par la médiocrité. On pourrait croire que la plume d'un auteur du XVIIIème siècle est poussiéreuse et illisible. Bien au contraire, on y lit exactement tous les **travers de la vie politique française**. On pourrait aisément prendre des phrases entières du livre, les coller telles quelles dans un journal de grande presse. Enfin ... dans la grande presse peut-être pas, mais dans la presse indépendante sûrement !

L'ouvrage se compose de 4 livres qui se lisent très facilement et reprennent les principes fondamentaux d'organisation d'une société humaine. Un recueil de citations serait un peu rébarbatif et contre-productif. L'ensemble s'articule logiquement, le lecteur suit un chemin balisé. A lui de s'emparer de l'ouvrage, de se l'approprier et de s'en servir. Au fil des pages on redécouvre des principes inaliénables que, si nous ne les avons pas oubliés, ceux qui gouvernent essaient ostensiblement de gommer ou d'édulcorer.

Par exemple : « **puisque aucun homme n'a une autorité naturelle sur son semblable et puisque la force ne produit aucun droit, restent donc les conventions pour base de toute autorité légitime parmi les hommes** »... Ça envoie du bois dès le début !

Le chapitre sur l'esclavage (même volontaire) rappelle que l'Homme a une dignité inaliénable. Loin de la façon dont nous considèrent les politiciens depuis plusieurs décennies. « **L'Homme est né libre et partout il est dans les fers** »... Rousseau citant les Décemvirs : « **Rien de ce que nous vous proposons ne peut passer en loi sans votre consentement. Romains, soyez vous-mêmes les auteurs des lois qui doivent faire votre bonheur** ».

Au chapitre sur les organisations on pourrait lire une critique de notre organisation administrative actuelle, où la multiplicité des étages administratifs nuit à son efficacité.

Encore les pages sur les dirigeants, dont les appellations sont celles de l'époque mais l'idée reste la même. On peut lire : « **...qu'il [le dirigeant] soit toujours prêt à sacrifier le Gouvernement au Peuple et non le Peuple au Gouvernement** ». Ça nous parle beaucoup !

McKinsey sévissait déjà au XVIIIème siècle. La preuve : « **... rien n'est plus dangereux que l'influence des intérêts privés dans les affaires publiques** ». Certes, le raccourci est facile et l'interprétation personnelle mais l'idée est là.

Le chapitre sur les « Députés ou Représentans » est une pépite. On y lit que ce **système vient directement de l'époque féodale**. Tiens donc...

Que d'autres choses peut-on lire sur notre époque. Les mots d'usurpation, d'abus, d'illégitimité, de violence raisonnent lourdement. Pour finir je citerai deux phrases pertinentes (elles le sont toutes dans ce livre!) :

- « **... dissolution de l'État quand le Prince n'administre plus l'État selon les lois et qu'il usurpe le pouvoir souverain.** » ;

- « **Le Tyran est un Roi qui gouverne avec violence et sans égard à la justice et aux lois.** ». **Ça ne vous rappelle rien ?**



CONSEIL DE LECTURE

Jean-Jacques Rousseau
Du contrat social



Précédé d'un essai sur la politique de Rousseau
par Bertrand de Jouvenel

Présentation du livre par l'éditeur

Le livre, outre le texte même du Contrat social, dans une édition désormais classique, propose de nombreux ajouts : des notes qui resituent le livre dans la lecture qu'en ont faite les contemporains, en premier lieu Voltaire ; et trois essais de Bertrand de Jouvenel qui tous insistent sur le caractère paradoxal de la pensée de Rousseau. Celle-ci fonde la modernité mais est empreinte de nostalgie passéiste. L'essai sur la politique de Rousseau, qui ouvre le volume, propose une série de clés de compréhension de l'oeuvre, mais aussi une interprétation d'ensemble de la pensée politique de Rousseau, le situant au fondement de la démocratie comme des totalitarismes modernes.

Vous pouvez également librement télécharger l'ouvrage